

Effets des changements socio-économiques sur les stratégies des agriculteurs des zones cotonnières d'Afrique Centrale.

1/ Mbétid-Bessane Emmanuel, Chef du Département des Sciences Economiques – Université de Bangui, BP. 1983 Bangui, Centrafrique, E-mail : mbetid@hotmail.com (Correspondant)

2/ Havard Michel, Chercheur, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, détaché à l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement, BP 2572, Yaoundé, Cameroun, E-mail : michel.havard@cirad.fr

3/ Leroy Jean, Consultant, 30, ruelle des grelandières 53 000 Evron, France, E-mail : leroyjeans@yahoo.fr

4/ Djondang Koye, Directeur Scientifique, Institut Tchadien de Recherche Agricole pour le Développement, Ndjaména, Tchad, E-mail : djondang_koye@yahoo.fr

Résumé

En Afrique Centrale (Tchad, Cameroun, Centrafrique), les filières cotonnières connaissent des difficultés financières sans précédent sous l'effet des crises successives du marché mondial. Cette situation a conduit à un processus de restructuration de ces filières pour rétablir les équilibres financiers avec comme corollaire le désengagement des Etats et la privatisation des Sociétés cotonnières. A partir de données sur les exploitations agricoles des terroirs villageois suivis par le Pôle de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique Centrale (Cameroun, Tchad, République Centrafricaine), de travaux de thèses, et d'enquêtes approfondies sur des échantillons d'exploitations menées entre 2000 et 2003, cet article analyse les stratégies des agriculteurs face à l'évolution des filières cotonnières. Les agriculteurs ont des perceptions négatives de l'évolution des filières et leurs stratégies dépendent de leur degré de dépendance vis-à-vis de ces filières. Globalement, ils cherchent à se protéger des risques du marché en développant des stratégies d'adaptation permettant d'assurer les fonctions dévolues jusque là aux Etats. Ils développent individuellement une stratégie défensive de diversification des activités monétaires dès qu'un créneau économique peut être exploité, créant ainsi de nouvelles filières économiques. Ils développent collectivement une stratégie offensive dans le cadre des organisations paysannes qui va de la protection contre les risques du marché jusqu'à l'acquisition de certaines fonctions de la filière. Ces stratégies ont un coût social et nécessitent des conditions socioéconomiques pour favoriser l'accompagnement de ces agriculteurs.

Mots clés : Afrique Centrale, agriculteur, coton, stratégie adaptative.

Abstract

In Central Africa (Chad, Cameroon, the Central African Republic), the cotton fields know unprecedented financial difficulties under the influence of the successive crises of the world market. This situation led to a process of reorganisation of these fields to restore the financial balances with as corollary the disengagement of States and the privatisation of the cotton Companies. This article analyses how the farmers perceive the evolutions of these fields and which are the adaptive strategies which they implement. The farmers of these countries have negative perceptions of the evolution of the fields and their strategies depend on their degree of dependence towards these fields. Globally, they try to protect themselves from risks of the market by developing strategies allowing to assure the functions which were devolved to there to States. They develop individually a defensive strategy of diversification of the monetary activities as soon as an economic crenel can be exploited, so creating new economic fields. They develop collectively an offensive strategy within the framework of the peasant organisations which goes of the protection against the risks of the market up to the acquisition of certain functions of the field. These strategies have a social cost and require social and economic conditions to favor the accompanying of these farmers.

Keywords: Central Africa, farmer, cotton, perception, adaptive strategy.

Introduction

La production cotonnière en Afrique Centrale (Cameroun, Tchad, Centrafrique, figure 1) est confrontée à un ensemble de contraintes et d'incertitudes dont les producteurs subissent les répercussions (Gafsi et Mbétid-Bessane, 2003). La restructuration des filières cotonnières est prévue dans l'option de la privatisation et de la libéralisation de la collecte du coton. Elle est envisagée aux dépens de l'exclusivité d'achat des Sociétés cotonnières nationales et partant du système de production contractuelle en vigueur (Mbétid-Bessane et al., 2003).

Depuis 1998, les cours mondiaux du coton ont été déprimés mettant à mal la rentabilité des filières (Jouve, 1999). Les Sociétés cotonnières rencontrent des difficultés pour payer comptant le coton graine enlevé et pour assurer convenablement les approvisionnements en intrants et le crédit aux agriculteurs (Mbétid-Bessane, 2002). Cette situation qui se traduit par une production moins rémunératrice, des coûts d'intrants très élevés et des conditions d'approvisionnement de plus en plus difficiles, contraint les producteurs à adapter leur mode de production. Cette évolution est concomitante du désengagement progressif de l'Etat de l'encadrement de la culture cotonnière (Mbétid-Bessane et al., 2003).

L'accroissement démographique, au Nord du Cameroun (plus de 100 habitants au km² dans la province de l'Extrême Nord) et au Sud du Tchad, suscite une augmentation de la pression foncière dans les zones peuplées et le développement de fronts pionniers dans les zones les moins denses. La Centrafrique, malgré une très faible densité de peuplement (quelques habitants au km²), n'échappe pas totalement à la pression foncière car les populations, concentrées le long des rares pistes, se trouvent sans solution de migration dans l'hinterland faute d'infrastructures routières. Il en résulte que la concurrence entre producteurs, agriculteurs et/ou éleveurs, pour l'accès à l'espace disponible et à l'eau, devient un élément déterminant des stratégies paysannes (Ankogui-Mpoko, 2002 ; Pabamé Sougnabé, 2002).

Le développement des groupements de producteurs et de leurs structures faîtières pour assurer certaines fonctions de base (gestion des intrants, vulgarisation, crédit, etc.) et participer à la gestion de la filière coton est poursuivi. Les sources et les formes de financement du développement se diversifient ; notamment, les organisations non gouvernementales fortement présentes au Sud Tchad et dans l'Extrême Nord du Cameroun. En matière de crédit, de nouvelles formes mutualistes (Caisses d'épargne et de crédit) pouvant contribuer au financement de l'agriculture sont testées.

La dégradation des conditions de production, et en particulier l'incertitude sur le devenir des filières, ont manifestement réduit l'intérêt de la culture cotonnière pour les agriculteurs. Identifier les stratégies de ces derniers face à ces évolutions est l'objectif de la présente étude réalisée dans le cadre du Pôle de Recherche Appliquée au Développement des Savanes d'Afrique Centrale (Prasac).

Méthodologie

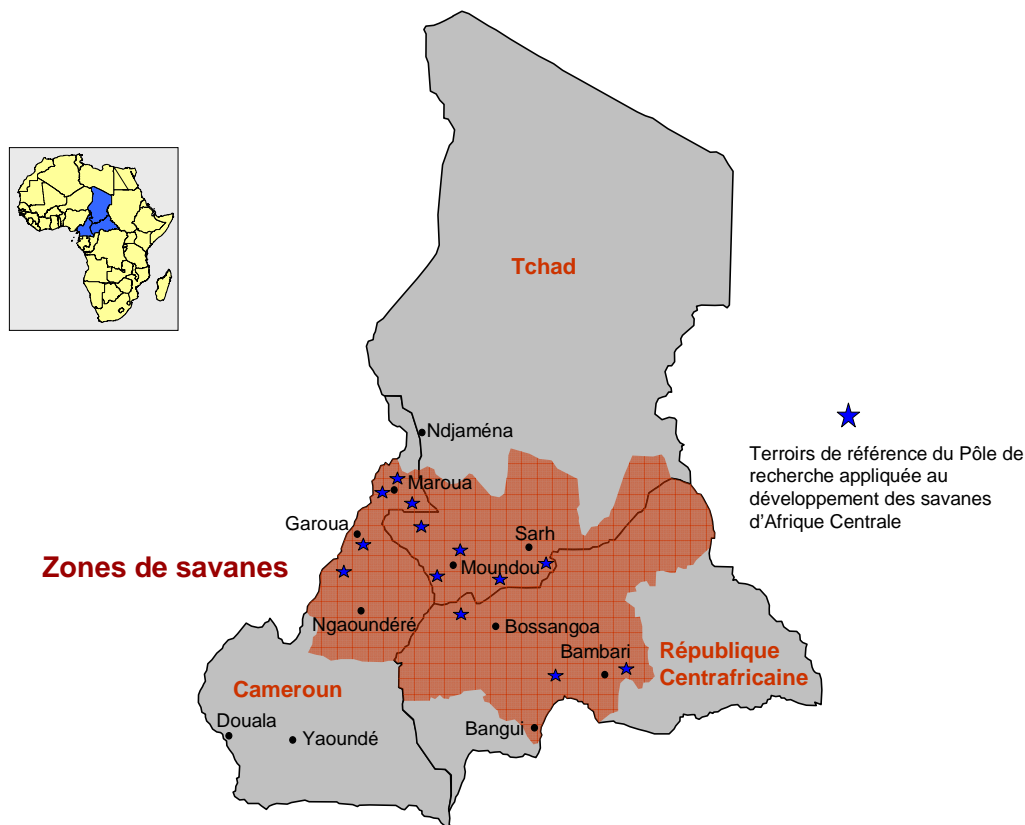
Les données chiffrées proviennent des enquêtes conduites entre 2000 et 2003 sur les 2 500 exploitations des terroirs Prasac (figure 1) du Tchad, du Cameroun, et de la République Centrafricaine (Mbétid et al., 2003), et de deux thèses sur les caractéristiques et le fonctionnement des exploitations agricoles en République Centrafricaine (Mbétid-Bessane, 2002) et au Tchad (Djondang, 2003).

Par ailleurs, en 2002, les stratégies des paysans et leurs perceptions des évolutions des filières cotonnières ont été étudiées. A cet effet, des entretiens avec des responsables administratifs de l'agriculture, des sociétés cotonnières, des projets de développement et des structures d'encadrement, mais aussi avec des chercheurs, ont été conduits, et des enquêtes approfondies complémentaires des précédents travaux ont été réalisées sur des échantillons d'une soixantaine d'exploitations agricoles au Cameroun (Kossoumna Liba'a et Havard, 2006), et au Tchad (Mbétid-Bessane et al., 2003).

Ces résultats intègrent les observations et remarques des acteurs des filières cotonnières présents lors des ateliers organisés en novembre 2002 à Garoua (Cameroun) et en février 2003 à Moundou

(Tchad) : Sodécoton, Cotontchad, organisations paysannes, services de l'agriculture et de l'élevage, organisations non gouvernementales, organismes de recherche, etc.).

Figure 1. Carte des zones de savanes cotonnières en RCA, Cameroun et Tchad
Figure 1. Map of the zones of cotton savannas in RCA, Cameroon and Chad



Résultats et discussions

Evolution de la production cotonnière et de la place du coton dans les exploitations agricoles

L'évolution de la production cotonnière varie fortement d'un pays à l'autre sous la combinaison de différents facteurs économiques, sociaux et politiques (Tableau 1).

En Centrafrique, la zone cotonnière, jadis étendue à presque tout le territoire, a été réduite dans les années 1960. Lors des crises cotonnières de 1985 et du début des années 1990, la Société cotonnière a décidé de concentrer la production sur les zones les plus favorables. Actuellement, le bassin du nord-ouest est le plus productif avec 70% du tonnage. Les agriculteurs sont en définitive peu engagés dans la culture cotonnière. Ils tirent leurs revenus essentiellement des productions vivrières et des activités para-agricoles (Mbétid-Bessane, 2002 ; Mbétid-Bessane, 2003).

Au Tchad, les troubles politiques et l'insécurité grandissante à partir de la fin des années 1960 ont entraîné une régression de la zone cotonnière vers le sud, et des variations importantes des superficies cultivées selon les années. Avant la mise en exploitation du pétrole en 2004, il était la ressource principale de l'Etat qui captait une large plus-value sur la filière.

Au Cameroun, le cœur de la zone cotonnière a quitté l'Extrême Nord. La baisse de la pluviométrie, la saturation foncière et l'arrivée de nouveaux migrants donnent un rôle prépondérant à la province du Nord. Malgré un contexte difficile, la production a continué à augmenter jusqu'en 2005 ; la vente du coton représente la principale source de revenu monétaire pour 350 000 producteurs, soit la majorité des paysans des provinces du Nord et de l'Extrême-Nord (Kossoumna liba'a et Havard, 2006).

Tableau 1 : Evolution de la production cotonnière en Afrique centrale de 1960 à 2001.

Table 1: Evolution of cotton product in Central Africa since 1960 to 2001.

Variables	1960/61	1970/71	1980/81	1990/91	2000/01
Cameroun					
Surface (1.000ha)	55	102	65	94	199
Production CG (1.000t)	29	28	84	113	225
Rendement (kg/ha)	530	380	1.290	1.200	1.130
Chiffre d'affaires (milliards Fcfa)					40
Centrafrique					
Surface (1.000ha)	162	126	81	47	39
Production CG (1.000t)	33	54	23	37	25
Rendement (kg/ha)	200	430	280	790	640
Chiffre d'affaires (milliards Fcfa)					4
Tchad					
Surface (1.000ha)	300	303	166	207	240
Production CG (1.000t)	47	95	86	157	143
Rendement (kg/ha)	160	310	520	760	600
Chiffre d'affaires (milliards Fcfa)					23

Légende : CG : Coton Graine

Source : Faure et al., 2003.

Ces contextes spécifiques d'évolution de la production cotonnière dans les trois pays se répercutent sur la place du coton dans les exploitations agricoles, importante au Cameroun en terme de surface, de rendement et de revenus, importante au Tchad en terme de revenus, et réduite en République Centrafricaine (Tableau 2).

Tableau 2 : Place du coton dans les systèmes de production en Afrique Centrale

Table 2: Place of cotton in the farming systems in Central Africa

Place du coton	Cameroun	Centrafrique	Tchad
Age du chef d'exploitation	43 ans	38 ans	38 ans
Nombre de personnes	6,00	6,00	6,10
Nombre d'actifs	3,01	2,90	3,30
Exploitations cultivant le coton	89%	65%	59 %
Superficie totale cultivée dont	2,20 ha	2,17 ha	2,80 ha
Coton	33%	25%	21%
Vivriers	67%	75%	79%
Rendement en coton graine	1.000 kg/ha	623 kg/ha	658 kg/ha
Revenu monétaire total de l'exploitation	270.000 Fcfa	253.000 Fcfa	219.000 Fcfa
Coton	60%	15%	52%
Vivriers	15%	51%	37%
Elevage	7%	14%	3%
Extra-agricole	18%	20%	8%

Source : Mbétid-Bessane et al., 2003

Les producteurs continuent à cultiver le coton pour de nombreuses raisons : i) l'accès aux crédits intrants octroyés par les Sociétés cotonnières leur permet d'avoir des engrais pour le coton et les vivriers et du tourteau pour les animaux de trait et d'élevage ; ii) les prix fixes et le paiement en une ou

deux fois des quantités vendues leur permettent de connaître approximativement à l'avance les recettes cotonnières, et donc de prévoir et donner des priorités dans les dépenses. Ces recettes servent à payer les dettes, faire les investissements et acheter des céréales dans les exploitations en déficit alimentaire au Cameroun et au Tchad. Le coton peut aussi être cultivé par plusieurs membres d'une même famille (femmes, garçons, filles) pour leur procurer des revenus propres (Mbétid-Bessane et al., 2003).

Stratégies adaptatives des agriculteurs

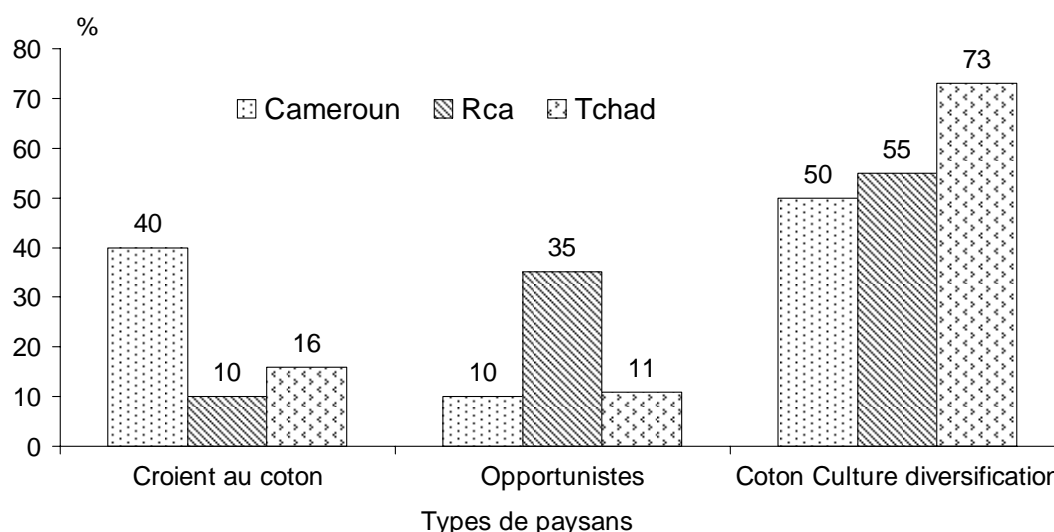
Face à la baisse des performances économiques du coton ces dernières années et à la libéralisation en cours de la filière, les producteurs mettent en œuvre diverses stratégies adaptatives.

Stratégies individuelles

Les agriculteurs réagissent d'abord individuellement en réajustant leurs activités pour limiter les effets du marché. Trois tendances se dessinent (Figure 2). Leur importance entre les pays varie selon les conditions spécifiques d'évolution de la filière, et de l'environnement socio-économique dans lesquels se trouvent les paysans.

Figure 2. Les stratégies adaptatives des producteurs face à la crise cotonnière

Figure 2. The adaptive strategies of the producers in front of the cotton crisis



Les producteurs qui croient au coton

La majorité de ces producteurs sont à la tête de « grandes » exploitations. Ils ont un objectif de revenu élevé et de capitalisation. Deux types de producteurs sont distingués : i) ceux accumulant et possédant des animaux d'élevage et de trait, et ii) ceux en phase d'investissement dans le foncier, dans l'élevage, et dans la traction animale. Leurs atouts sont la taille, le capital et l'équipement de l'exploitation, l'intensification du coton et l'autosuffisance alimentaire. Leur principale stratégie consiste en l'augmentation de la surface cotonnière, suivie dans certains cas de celle des doses d'engrais acheté à bas prix chez les producteurs en difficulté de trésorerie, pour accroître la production afin de compenser la baisse du revenu. Le rendement moyen en coton est supérieur à la moyenne des producteurs. Le coton contribue pour environ 2/3 à la formation du revenu monétaire de l'exploitation, et permet la capitalisation en cheptel (caprin, bovins) ayant une fonction d'épargne. Ils diversifient les cultures vivrières dont les excédents sont commercialisés. Les surplus dégagés permettent l'accumulation de biens productifs (animaux, champs, équipements, etc), et non productifs (maisons, etc) et contribuent à la réussite professionnelle des enfants. L'importance des activités para-agricoles est variable selon les pays. Les producteurs équipés échangent leur attelage contre la main-d'œuvre

extérieure ou le louent pour obtenir des revenus monétaires. Vu leur grande dépendance des cours du coton et de l'organisation de la filière, ces producteurs sont les plus pénalisés en cas de mauvais fonctionnement de la filière. Il peut en résulter une remise en cause, à moyen terme, du niveau de capitalisation atteint en cheptel par la vente d'animaux et une forte réduction de la capacité d'investissement. Selon les pays, des particularités sont distinguées.

En Centrafrique, les producteurs concernés sont aussi obligés de faire du coton, car ils n'ont pas d'autres alternatives monétaires. En effet, le marché des produits vivriers est très étroit et ils sont éloignés des grands centres de consommation (Mbétid-Bessane, 2003). Les activités para-agricoles sont limitées à la cueillette car la main-d'œuvre familiale est prioritairement affectée aux activités agricoles.

Au Cameroun, ces producteurs augmentent aussi la part du coton dans leur assolement pour bénéficier des services de la société cotonnière (approvisionnement et crédits intrants, mais aussi crédits aux équipements agricoles : charrues, sarcleurs, butteurs et charrettes). Les besoins monétaires à certaines occasions importantes (scolarité des enfants, fêtes, funérailles) et pour les dépenses ponctuelles de la famille (sels, savons, etc) sont assurés par la vente de vivriers (céréales, arachide et niébé). Ces producteurs cherchent aussi à profiter des revenus du coton des autres exploitants, par les pratiques de stockage spéculatif (céréales, niébé, etc), par des activités commerciales (boutiques, voitures de transports, etc) et par le prêt d'argent.

Au Tchad, la grande capacité d'autofinancement de ces producteurs leur permet de se procurer les équipements sans crédit agricole. Certains prennent plusieurs femmes pour accroître la force de travail disponible. Ils mettent l'accent sur l'arachide, les céréales, le sésame et le niébé pour maintenir la sécurité alimentaire et multiplier les sources de revenus. Ils limitent les demandes d'intrants à leurs groupements et en achètent au comptant, moins cher, chez les producteurs en difficulté de trésorerie. Le revenu issu de la culture d'arachide sert d'abord à payer les écolages puis à faire face aux dépenses quotidiennes, et au financement de la récolte du coton. Beaucoup diversifient leurs activités (bar, moulin à mil...) ou achètent des vivriers en période d'abondance pour les revendre en période de soudure afin de financer la campagne à venir.

Les producteurs « opportunistes »

Ces producteurs produisent du coton quand le prix est à la hausse et en réduisent fortement les superficies, voire l'abandonnent quand le prix est à la baisse, ce qui est le cas ces dernières années. Ils espèrent le cultiver à nouveau quand les conditions de production redeviendront incitatives. Ils mettent l'accent sur la diversification des cultures et des activités, surtout extra-agricoles. L'autosuffisance alimentaire est assurée par le vivrier, voire par le revenu des activités extra-agricoles en cas de difficultés et de mauvaises récoltes. Les conditions de fonctionnement et la situation de la filière étant différents selon les pays, les types d'exploitants qui réduisent fortement ou abandonnent le coton sont aussi différents.

En Centrafrique, ce sont de petits producteurs, dont la majorité sont localisés dans le bassin du centre-est. Leur force de travail est inférieure à la moyenne avec 2,1 actifs par exploitation pour une surface totale cultivée de 1,5 ha. Ils ne disposent pas d'attelage et ont rarement recours à la location pour le labour en traction animale. L'insuffisance de force de travail familial est surmontée par l'entraide villageoise ou par des invitations aux travaux agricoles (Mbétid-Bessane, 2004). L'élevage de capitalisation est limité aux caprins et volailles, et sa valeur reste faible. Ils mettent un accent sur le vivrier (manioc et arachide). La chasse, les activités suivantes (pêche, cueillettes, bois de chauffe, forge, etc.), voire l'apiculture seule peuvent fournir jusqu'à 3/4 du revenu monétaire dans certaines exploitations.

Au Cameroun, ces producteurs sont en phase de capitalisation, principalement dans l'élevage, et ne dépendent pas directement des services de la société cotonnière. Certains pratiquent le maraîchage. Ces producteurs cherchent aussi à capter une partie des revenus du coton des autres exploitations, principalement en leur fournissant des services (traction animale) et en leur vendant des céréales qu'ils ont stockées, mais aussi des animaux embouchés et divers articles (habits, ustensiles de cuisine, etc) au moment de la paie du coton.

Au Tchad, ces producteurs sont dans une logique de survie. Ils ont en priorité la sécurité alimentaire car leurs récoltes s'épuisent souvent avant la période de soudure. Seulement 13 % disposent d'un attelage. Les activités extra-agricoles comme l'artisanat, la cueillette et la transformation des produits (karité, néré, bière de mil), le commerce de détail, le travail dans d'autres exploitations, etc. leur permettent d'acheter les céréales et payer la scolarité de leurs enfants. La quasi-totalité d'entre eux travaillent dans d'autres exploitations en période de soudure pour se nourrir. Ils produisent l'arachide surtout pour l'obtention de revenus monétaires. En outre, ils développent le petit élevage pour disposer d'épargne sur pieds utilisable à tout moment. La faiblesse du facteur travail ne leur permet pas d'assurer correctement l'ensemble des activités de l'exploitation.

Les producteurs qui considèrent le coton comme une culture de diversification

Ces producteurs (jeunes, vieux, femmes, etc) ont des exploitations aux caractéristiques très diversifiées : certains sont en phase de capitalisation, d'autres en situations précaires, d'autres encore en phase d'investissement. Face au nouveau contexte, ils ont réduit la surface cotonnière au profit d'autres activités monétaires (élevage, vivrier marchand, activités extra-agricoles) en attendant une éventuelle amélioration de cette filière. Ils maintiennent le coton dans leur système de production pour bénéficier d'avantages liés à la culture.

En Centrafrique, ces producteurs assurent l'autosuffisance alimentaire. Ils sont pour la plupart en phase de capitalisation et leur force de travail est supérieure à la moyenne. Un premier groupe (23%), dont la majorité des producteurs possède un attelage pour le labour, a réduit les surfaces cotonnières et s'oriente vers l'élevage bovin marchand dont le revenu représente en moyenne $\frac{3}{4}$ du revenu monétaire de l'exploitation. Pour surmonter l'insuffisance de la main-d'œuvre familiale, ils mettent l'attelage en location et le revenu dégagé finance la main-d'œuvre occasionnelle ou les invitations pour les travaux manuels (Araujo-Bonjean, 1999). Acquis initialement à partir du revenu du coton, le développement du cheptel est aujourd'hui assuré par la reproduction et le revenu de l'élevage. Les surfaces vivrières sont destinées essentiellement à l'autoconsommation. Les seconds (32%) ont réduit les surfaces cotonnières et mettent en place une stratégie vivrière marchande (72% du revenu). Quelques-uns seulement disposent d'un attelage. Les autres labourent une partie de leurs parcelles par la location d'attelage ou pratiquent exclusivement la culture manuelle. L'élevage (caprins et volailles) sert à capitaliser. Les principales cultures vivrières sont par ordre décroissant le manioc, l'arachide et les céréales.

Au Cameroun, ces producteurs sont pour la majorité en situation précaire. Ils assurent difficilement la sécurité alimentaire de leur famille et la couverture de leurs besoins élémentaires. Les animaux d'élevage, s'ils en ont, sont des petits ruminants et de la volaille. Le manque de terre et de capital limite leurs possibilités de diversification des activités. Ils accèdent difficilement au crédit d'intrants et aux équipements agricoles. Ne possédant pas d'attelages, leurs superficies travaillées sont réduites, même s'ils louent des terres et des attelages. Face à ces contraintes, leurs stratégies visent essentiellement à améliorer la sécurité alimentaire de leur famille avec les céréales et l'arachide. Beaucoup vendent une partie des intrants acquis à crédit aux autres exploitants pour satisfaire des besoins immédiats et acheter des céréales. Une autre partie des intrants est utilisée pour la production du maïs. Ces exploitants comptent sur leur « réseau d'entraide et de solidarité » pour pallier à la contrainte de main-d'œuvre. Face à la baisse du prix et au retard dans le paiement du coton, les crédits en nature auprès des groupements et des usuriers se développent pour acheter des céréales en période de soudure. Les différents chefs d'exploitation ont aussi des stratégies spécifiques visant des entrées monétaires régulières leur permettent de faire face aux dépenses familiales courantes. Les jeunes font des travaux non agricoles (commerce, bricolage, vente de bois, enseignement, soins médicaux, moto-taxi) ou travaillent comme main-d'œuvre agricole dans les autres exploitations ou en ville. Les vieux assurent les besoins courants du ménage (sels, savons, tabac, habits) par la vente des récoltes et des produits confectionnés artisanalement. Les femmes développent des activités non agricoles, comme la production de bière de mil (*bil-bil*). Certaines font des beignets, extraient l'huile d'arachide, et pratiquent le petit commerce (arachides grillées, sel, etc), ainsi que la collecte et la vente de bois.

Au Tchad, ces producteurs assurent difficilement la couverture alimentaire. Ils dégagent de faibles revenus et sont sous-équipés. Ce sont des exploitants : i) installés ces dernières années, ii) âgés en fin de carrière n'ayant pas pu capitaliser depuis leur installation, iii) en situation de décapitalisation. Ils cherchent à assurer la couverture alimentaire et à dégager des revenus pour investir : l'achat d'équipements et d'animaux constitue une priorité. Les stratégies adoptées consistent à faire beaucoup de céréales pour l'autoconsommation et la vente et de l'arachide pour le revenu. L'argent du coton est le plus souvent destiné à l'investissement. Puisqu'ils n'ont pas assez d'actifs, les producteurs réinvestissent une partie de l'argent du coton dans la main-d'œuvre. Le salariat en ville ou au Cameroun, souvent entamé avant le mariage est un des moyens pour s'équiper. En attendant, le père et/ou le frère aîné mettent à la disposition du jeune producteur leur équipement. Cette entraide familiale permet à celui qui vient de s'installer de sortir plus facilement du cercle d'appauvrissement.

Stratégies collectives

Parallèlement à ces stratégies individuelles, les producteurs ont développé des actions collectives (Mbétid-Bessane et al., 2006). Ils sont déjà organisés depuis les années 1970, sous l'impulsion des sociétés cotonnières, en groupements de producteurs de coton qui sont chargés de la préparation de la campagne, l'accompagnement technique de la culture, l'organisation de la collecte et la commercialisation primaire du coton. Deux décennies après leur création, nombreux sont encore les groupements de producteurs de coton qui présentent des dysfonctionnements caractéristiques, d'un manque d'autonomie et d'une assise professionnelle affirmée (Kossoumna Liba'a et Havard, 2006). Pour expliquer ces dysfonctionnements, plusieurs raisons ont été avancées par les participants aux ateliers de Garoua et de Moundou : nombre trop élevé de membres par groupement, analphabétisme, mais aussi mauvaises gestion et circulation de l'information, etc. Les participants à ces ateliers s'interrogèrent aussi sur le maintien de la culture cotonnière après la privatisation, montrant ainsi leur inquiétude. Comment sera assuré l'approvisionnement en intrants ? A quels coûts ? Qui prendra en charge les services d'intérêt public, comme la réfection des pistes, assurés par les sociétés cotonnières, particulièrement au Cameroun ? Comment se passera la commercialisation ? etc. Les groupements de producteurs apparaissent de plus en plus comme des partenaires incontournables du développement (niveau d'organisation et de mobilisation de capitaux). Il est donc important d'assurer les conditions de leur pérennité.

Restant à l'échelle de village et inter-villages pendant plusieurs années, le niveau d'organisation des producteurs tend actuellement à évoluer vers une organisation professionnelle plus élaborée suite à la crise de 1992. On parle ainsi de l'organisation des producteurs de coton du Cameroun, créée en 2000 et qui détient une part du capital de la Société cotonnière, des fédérations préfectorales des groupements d'intérêts ruraux en Centrafrique, créées dans la perspective d'une éventuelle participation au capital de la Société cotonnière. Au Tchad, le mouvement paysan de la zone soudanienne du Tchad créé en 1992 a plus joué un rôle de défense des intérêts des producteurs, mais plus récemment les CCL (comités Cantonaux Locaux) créés en 2000 prennent part à l'élaboration de certaines décisions telles que l'organisation des marchés, la négociation sur les prix, etc. Ces organisations faïtières se sont constituées pour défendre les intérêts des producteurs, mais leur efficacité nécessite, entre autres, de redéfinir les rôles, les tâches, les activités, la composition et les mécanismes de financement (Gafsi et Mbétid-Bessane, 2003). Les débats lors des ateliers de Garoua et Moundou soulevèrent, sans y apporter de réponse, la question du rôle de l'Etat dans l'accompagnement du processus de privatisation de la filière cotonnière.

Conclusion

Pour les producteurs de coton d'Afrique Centrale, la crise cotonnière correspond à la baisse du prix d'achat du coton graine, parfois conjuguée avec la hausse des prix des intrants. La crise de 1998 qui perdure a eu des conséquences sur les exploitations agricoles. Cette étude montre que la place du coton dans les systèmes de production est très variable selon les exploitations agricoles, et qu'elle dépend fortement des évolutions des conditions économiques, sociales et politiques des pays concernés.

La crise actuelle amène à une redéfinition des stratégies des agriculteurs pour une meilleure adaptation aux changements en cours. Ceux-ci réagissent d'abord individuellement par des stratégies

et pratiques diversifiées visant une recomposition de leurs activités pour limiter les effets du risque du marché. Par rapport au coton, les stratégies varient de l'augmentation à l'abandon de la culture du coton dans l'assolement. Ils réagissent aussi collectivement au sein des organisations de producteurs.

Cette étude montre qu'il est indispensable d'accompagner les acteurs de la filière dans leur processus d'adaptation aux mutations en cours en mettant un accent particulier sur le renforcement de la formation et de la diffusion de l'information. De plus, les dispositifs d'appui aux producteurs doivent prendre en compte la diversité des pratiques et des stratégies paysannes, et viser le renforcement des capacités d'auto-analyse et d'innovation des producteurs afin qu'ils améliorent les performances de leurs exploitations ; on pense au conseil à l'exploitation familiale, aux systèmes de culture sous couverture végétale, etc. Enfin, l'importance croissante du rôle des groupements de producteurs dans la production et la commercialisation du coton, demande de renforcer les activités d'appui et de conseil à leur endroit, afin de les rendre plus autonomes et plus efficaces.

Références

- Ankogui-Mpoko G.-F., 2002. Gestion des espaces agropastoraux en zones de savanes centrafricaines : de l'arbitrage de l'Etat à une cogestion. In : Jamin JY, Seiny Boukar L, eds. *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Ndjaména : Prasac.
- Araujo-Bonjean C., Boussard J.M., 1999. La stabilisation des prix aux producteurs agricoles, approches micro-économiques. *Revue Tiers Monde* ; 60 : 902-928.
- Djamen Nana P., Djonnéwa A., Havard M., Legile A., 2003. Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision. *Cahiers Agriculture* 12 : 241-245.
- Djondang K. 2003. Gestion d'exploitations agricoles dans un contexte de culture cotonnière dans la zone soudanienne du Tchad. Toulouse : Thèse Institut National Polytechnique.
- Faure G., Mbétid-Bessane E., Djondang K., 2003. La production cotonnière. In : Jamin JY, Gounel C, Bois C, eds. *Atlas Agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale*. Ndjaména/Montpellier : Prasac/Cirad : 57-61
- Faure G., 2005. Valorisation agricole des milieux de savanes en Afrique de l'Ouest : des résultats contrastés. *Les Cahiers d'outre-mer*, n°229, pp.5-24.
- Gafsi M., Mbétid-Bessane E., 2003. Stratégies des exploitations cotonnières et libéralisation de la filière. *Cahiers Agricultures* 12 :253-260.
- Jouve E., 1999. Une filière qui a fait ses preuves. *Problèmes économiques* 2621 : 27-30.
- Kossoumna Liba'a N., Havard M., 2006. Mutations de la filière cotonnière au nord Cameroun. Perception et stratégies paysannes. *Cahiers de Géographie du Québec*, Vol. 50, No.°139 : 65-82.
- Mbétid-Bessane E., 2004. Apiculture, source de diversification de revenus des petits agriculteurs : cas du bassin cotonnier en Centrafrique. *Tropicultura* 22 : 156-158.
- Mbétid-Bessane E., 2003. Crise cotonnière en Centrafrique et choix des agriculteurs en fonction de leur localisation à la ville. *Tropicultura* 21 : 218-220.
- Mbétid-Bessane E., 2002. Gestion des exploitations agricoles dans le processus de libéralisation de la filière cotonnière en Centrafrique. Toulouse : Thèse Institut National Polytechnique; 317p.
- Mbétid-Bessane E., Havard M., Leroy J., 2003. Evolution des conditions de production cotonnière et ses conséquences sur les stratégies paysannes. Ndjaména : Prasac, 41p.
- Mbétid-Bessane E., Havard M., Djondang K., 2006. Evolution des pratiques de gestion dans les exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale. *Cahiers Agriculture* 15 (6) : 555-561
- Pabamé Sougnabé, 2002. Conflits agriculteurs-éleveurs dans la zone soudanienne du Tchad. Une étude comparée de deux régions : Moyen-Chari et Mayo-Kebbi. In : Jamin JY, Seiny Boukar L, eds. *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Ndjaména : Prasac.